(Nord 12)

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

CANDIDATURE DU FRONT NATIONAL POPULAIRE

Pourquoi, sans avoir d'attaches dans la région, ai-je accepté de me présenter aux Elections Législatives du 18 Novembre 1962 comme représentant du FRONT NATIONAL POPULAIRE dans la circonscription du Département du Nord dont M. Paul Reynaud est le Député sortant ?

Je dois aux électeurs quelques explications.

Au référendum du 28 Octobre plus d'un quart des Français se sont abstenus manifestant par là leur dégoût et leur volonté de réclamer des formules politiques neuves et des hommes nouveaux.

Ce besoin de renouvellement des formules et des hommes est parfaitement justifié.

La IVme République, née au lendemain de la Libération, avait eu pour charge d'assurer le relèvement économique et national du pays.

Ce relèvement supposait des sacrifices de tous et plus particulièrement de ceux qui, depuis la guerre de 1914, n'avaient cessé de profiter des commandes d'armements, des spéculations financières et des désordres des crises économiques pour s'enrichir abusivement, en faisant, par les dévaluations monétaires, peser les plus lourdes charges sur la masse des petites gens. De nouveau, après 1944, les groupes financiers et industriels les plus puissants se refusèrent aux justes sacrifices.

Pour sauver aux meilleurs comptes leurs abusifs profits, ils reprirent le jeu des dévaluations monétaires. Et puis ils demandèrent des subventions à l'Amérique. Les Etats-Unis s'étaient prêtés au jeu. Mais en contre-partie de leur aide, ils avaient réclamé de la France l'abandon de ses territoires coloniaux. Ils avaient exigé le contrôle des marchés et des richesses de nos domaines d'outremer.

La France a cédé Mais elle continue à verser aux nouveaux états soit disant indépendants d'Afrique, pour le compte des sociétés financières internationales, des sommes considérables qui, sans nous rapporter rien, sont payées par les impôts énormes que l'Etat nous réclame.

Au Parlement les partis avaient laissé faire. Car la plupart d'entre eux qui, au Palais Bourbon, semblent se combattre, sont en fait payés tous, en secret par les mêmes caisses électorales qu'alimente le gros patronat.

Le 13 Mai 1958 apparut comme un effort de réaction nationale contre cette politique d'abandon. La masse française avait fait appel au Général de Gaulle pour sauver l'Algérie Française, pour rendre au pays, son indépendance et sa prospérité économique.

Mais très vite, profitant de son avidité de pouvoir et de son inexpérience, les grands habiles de finance et d'affaires avaient placé dans son entourage immédiat des hommes à eux : *M. POMPIDOU d'abord qui, avant de devenir premier ministre, était le directeur général de la Banque Rothschild, M. DEBRÉ dont le père est marié en secondes noces avec une des héritières de la famille des grands métallurgistes Wendel M. JACQUINOT. dont la femme est une des associées de la banque internationale Lazard, M. GISCARD D'ESTAING dont le père préside la Société Financière pour les pays d'outremer, etc.etc.* Et derrière eux s'étaient précipités tous les petits trafiquants de l'U.N.R.

Ainsi entouré, le général de Gaulle a, par étapes, renié ses premiers engagements. Il avait promis la défense de l'Algérie Française et la réorganisation de nos domaines d'Afrique Noire. L'Algérie et l'Afrique Noire sont aujourd'hui perdues. Il avait promis la stabilisation de la monnaie, la défense des propriétés agricoles et la consolidation des salaires. Depuis quatre ans, les prix n'ont cessé de monter, les salariés se débattent sans succès pour obtenir une équitable adaptation de leurs rémunérations L'agriculture est, pour les nécessités de son équipement, endettée sans cesse davantage, cependant que notre grande industrie, grossie démesurément, s'efforce pour obtenir à bon compte une main-d'œuvre de plus en plus considérable, d'arracher à la terre des agriculteurs jusque là indépendants.

Ces échecs ont fini par réveiller dans le pays l'inquiétude et l'angoisse. Les hommes des anciens partis, qui s'étaient en apparence quelque peu effacés depuis le 13 Mai, mais qui avaient gardé des agents dans l'entourage du pouvoir, avaient commencé par soutenir la politique d'abandons du régime nouveau.

Jusqu'au jour où la perte de l'Algérie a été un fait accompli ils se sont opposés aux votes de toutes les motions de censure. Mais maintenant que l'Algerie est perdue, maintenant que les impatiences se réveillent contre les difficultés sociales grandissantes, **ils prétendent rejeter sur le Général De Gaulle seul, la responsabilité des fautes et des erreurs dont ils ont été les complices.**

Pour pouvoir rentrer en scène il leur fallait un prétexte. Ils ont exploité l'affaire, en effet discutable et irrégulière, mais secondaire, de la réforme du mode d'élection du Président de la République.

Or, de tous les chefs de ces vieux partis qui prétendent reprendre la direction des affaires, M. Paul REYNAUD est un de ceux dont les responsabilités sont les plus lourdes.

Depuis ses lointains débuts parlementaires en 1919, il n'a cessé d'être par tous ces intérêts, lié à la haute finance la plus coupable. Comme ministre des finances avant la guerre, comme chef de gouvernement pendant la guerre, au cours de laquelle il présida dans l'affolement à la débâcle de Juin 1940, il n'a cessé de se tromper.

Depuis, sous la Quatrième et sous la Cinquième République, comme président de la commission des finances, comme ministre, comme président de la commission constitutionnelle de 1958, il a soutenu toutes les fautes économiques, tous les abandons internationaux qui aboutissent à tous les désastres d'aujourd'hui.

Il ne se réveille à présent que lorsque tout est compromis pour prendre contre le Général De Gaulle, qu'il a si longtemps soutenu et à qui il doit tant, la tête de la coalition des sortants.

Or, contre cet homme condamnable entre tous, aucun des vieux partis, pas même le parti socialiste, ne présente de candidats. Ce sera pour la présente campagne, le symbole le plus caractéristique de la domestication des vieux partis par les caisses anonymes du gros argent qu'ici, dans le département du Nord, dans le département qui fut, au début du siècle, celui de Jules Guesde, ni le parti M.R.P. ni même le parti socialiste ne présentent de candidat contre M. Paul REYNAUD.

Pour défendre, contre l'argent anonyme et dénationalisé, l'indépendance des Familles Françaises, attachées à leur sol et à la liberté de leur travail, il n'y a que le FRONT NATIONAL POPULAIRE ; le Front National Populaire qui n'appartient pas au syndicat des sortants, qui ne doit rien aux caisses de corruptions électorales, et qui a choisi pour le représenter ici l'écrivain indépendant, l'historien et l'économiste que je suis, assisté, à titre de suppléant par celui à qui ont été confiées depuis plusieurs années les fonctions de responsable départemental du Mouvement Poujade.

Si vous nous faites confiance, nous combattrons en votre nom pour un programme dont les mesures principales, destinées à défendre l'épargne, le travail indépendant, la promotion sociale des familles, comporteront : la **réforme** des **sociétés anonymes**, le **contrôle** des **banques**, la **stabilité monétaire**, la **lutte contre l'évasion frauduleuse** des **capitaux à l'étranger**, la **réforme** et le **développement du crédit agricole, de façon à assurer aux petits et moyens exploitants cultivateurs la défense de leurs propriétés familiales ;** et aussi la **protection des libertés d'enseignement contre les agitations d'un anticléricalisme, aussi malsain que périmé.**

CANDIDAT

E. BEAU DE LOMENIE

Docteur ès Lettres
Professeur à l'Institut d'Études Diplomatiques
Membre de l'Association des Ecrivains Catholiques

Remplaçant éventuel

Zacharie OBCŒUF

Artisan
Délégué Départemental de l'U.D C A.

WORMHOUT - IMP. [illegible]